



PROGRAMME ART GOLD GABON



Appui aux Réseaux Territoriaux pour la Gouvernance Locale et le Développement du Gabon

RAPPORT ANNUEL 2008

Libreville, décembre 2008



SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. GENERALITES SUR LE PROGRAMME ART GOLD GABON	4
2. EXPANSION GEOGRAPHIQUE DU PROGRAMME	5
2.1. RAPPEL SUR LES TROIS PREMIERES PROVINCES	5
2.1.1. <i>La province de l'Estuaire.....</i>	6
2.1.2. <i>La province du Haut-Ogooué.....</i>	6
2.1.3. <i>La province de l'Ogooué-Maritime.....</i>	7
2.2. PRESENTATION DES PROVINCES ADDITIVES	8
2.2.1. <i>La province du Moyen-Ogooué.....</i>	8
3. RESULTATS ATTENDUS EN 2008	12
3.1. RESULTATS ATTENDUS AU COURS DE LA DEUXIEME ANNEE D'EXECUTION	12
3.2. PLAN D'ACTIVITES DU PROGRAMME EN 2008	13
4. BILAN DES ACTIVITES REALISEES EN 2008	13
4.1. MISE EN PLACE D'UN CADRE OPERATIONNEL.....	13
4.1.1. <i>Au niveau de la DNP/UGP</i>	13
4.1.2. <i>Au niveau de la province de l'Estuaire</i>	14
4.1.3. <i>Au niveau de la province du Haut-Ogooué.....</i>	14
4.1.4. <i>Au niveau de la province de l'Ogooué-Maritime.....</i>	15
4.1.5. <i>Au niveau de la province du Moyen-Ogooué.....</i>	15
4.1.6. <i>Au niveau de la province du Woleu-Ntem.....</i>	15
4.2. DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS LOCAUX.....	16
4.3. RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES DE BASE.....	16
4.4. ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES MICROPROJETS INTEGRES	17
4.5. RENFORCEMENT DE LA DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE	17
4.6. DEVELOPPEMENT DU PARTENARIAT LOCAL ET INTERNATIONAL	18
4.6.1. <i>Le partenariat local et national</i>	18
4.6.2. <i>Le partenariat international.....</i>	19
5. CONTRAINTES ET DIFFICULTES RENCONTREES.....	20
5.1. CONTRAINTES ET DIFFICULTES LIEES AU MILIEU.....	20
5.2. CONTRAINTES ET DIFFICULTES LIEES A L'APPUI INSTITUTIONNEL.....	21
5.3. CONTRAINTES ET DIFFICULTES LIEES AUX CIBLES DU PROGRAMME	21
6. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES	22
7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	22
ANNEXES.....	24
ANNEXE 1 : LISTE DES DOCUMENTS UTILISES	24
ANNEXE 2 : RESULTATS ATTENDUS A LA FIN DE LA DEUXIEME ANNEE D'EXECUTION	25
ANNEXE 3 : PLAN DE TRAVAIL 2008.....	27
ANNEXE 4 : TABLEAU DE REALISATION DES ACTIVITES EN 2008	29
ANNEXE 5 : VENTILATION DES DEPENSES PAR RESULTAT AU 02/12/08 (EN DOLLARS)	32
ANNEXE 6 : SUIVI DU FINANCEMENT DES MICROPROJETS EN COURS D'EXECUTION	33
ANNEXE 7 : PERSONNEL DU PROGRAMME ART GOLD GABON EN 2008	35

Liste des abréviations

ART GOLD	Appui aux Réseaux Territoriaux pour la Gouvernance Locale et le Développement
AFC	Association des Femmes Cultivatrices
AFDN	Association des filles mères et des femmes démunies de Ntoum
AFHIM	Association des Femmes et des Hommes de l'Ile Mandji
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APAC	Association Pour l'Action Communautaire
CCPE	Centre Communautaire des Pêches d'Etimboué
CEMI	Centre Espérance Mission Insertion
CIAM	Centre d'introduction, d'adaptation et de multiplication du matériel végétal
CLAC	Centre de Lecture et d'Animation Culturelle
CNC	Comité National de Coordination
COMUF	Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville
CTP	Conseiller Technique Principal
DNP	Directeur National du Programme
ENDR	Ecole Nationale de Développement Rural
ENEDA	Ecole nationale des Enfants Déficients Auditifs
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GOLD	Gouvernance Locale et Développement
GTL	Groupe de Travail Local
GTP	Groupe de Travail Provincial
IGAD	Institut Gabonais d'Appui au Développement
IPHAMETRA	Institut de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MPPD	Ministère de la planification et de la programmation du développement
OBC	Organisation à base communautaire
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PACA	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
POP	Plan d'Opération du Projet ou Programme
PPI	Plan Pluriannuel d'Investissement
PSSA	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire
RAAR	Rapport Annuel Axé sur les Résultats
RR	Représentant résident
SIAEB	Société Industrielle d'Aliments de Boumango
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TDR	Termes de référence
UGP	Unité de Gestion du Programme
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIFEM	Fonds des Nations Unies pour la Femme
UNOPS	Bureau des Services d'appui aux projets des Nations Unies
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VNU	Volontaire des Nations Unies

Introduction

Le rapport annuel du programme ART GOLD Gabon de 2008 fait suite au rapport de 2007 et en constitue la deuxième édition. Il mesure les efforts entrepris sur la base du cadre de programmation énoncé dans les résultats attendus au cours de la deuxième année d'exécution et dans le plan d'activités du programme en 2008. Il rend compte des résultats obtenus dans un environnement interne et externe en constante évolution. Le Rapport annuel de 2008 se compose de sept parties.

La partie 1 intitulée « Généralités sur le programme ART GOLD Gabon » expose l'orientation stratégique du programme et donne un bref aperçu de sa mission et de ses principaux objectifs.

La partie 2, « Expansion géographique du programme », présente l'évolution du champ de couverture des activités qui est passé de trois à cinq provinces.

La partie 3, « Résultats attendus en 2008 », présente le cadre de programmation qui découle de la combinaison des résultats attendus à la fin de la deuxième année d'exécution¹ et du plan d'activités élaboré en 2008.

La partie 4, « Bilan des activités réalisées en 2008 », rend compte du degré d'exécution et du niveau des résultats obtenus au cours de l'exercice.

La partie 5, « Contraintes et difficultés rencontrées », distingue les difficultés liées au milieu, à l'appui institutionnel et aux cibles du programme.

La partie 6, « Principaux enseignements tirés », discute des leçons tirées des principales opérations menées en indiquant les activités qui ont été couronnées de succès et celles qui appellent des améliorations.

La partie 7, « Conclusions et recommandations », fait la synthèse des principaux enseignements et met en relief les nouvelles pistes à suivre pour améliorer les résultats et renforcer les capacités en vue d'appuyer la réalisation des objectifs stratégiques du programme en 2009.

1. Généralités sur le programme ART GOLD Gabon

Le programme ART GOLD Gabon s'inscrit dans l'initiative de coopération internationale née d'une collaboration entre UNESCO, PNUD, UNIFEM et UNOPS et visant à donner un appui aux collectivités locales dans leurs politiques de développement.

Il a pour but essentiel la réduction de la pauvreté à travers la promotion du développement intégré des provinces, des départements et villes du Gabon dans les domaines de la planification des politiques, le renforcement des capacités et l'appui au développement local des zones d'intervention.

Dans sa conception, l'intervention du programme ART GOLD Gabon se fait à travers les activités d'analyses et d'identification des besoins, de planification et d'exécution de plans de développement local, de renforcement de capacités des acteurs locaux, d'appui direct dans le

¹ Descriptif de l'appui au Programme ART GOLD Gabon, PNUD/Gabon, 2005, pp. 21-23.

secteur de la santé, de l'éducation et de la culture, de promotion des économies locales à travers les activités génératrices de revenus sous forme de microprojets.

Rappelons que la naissance de ce programme fait suite à une rencontre en 2005 du Ministre des Affaires Etrangères du Gabon de l'époque avec deux responsables du Programme ART GOLD International qui s'est concrétisée ensuite par une proposition d'élaboration d'un Programme ART GOLD Gabon avec l'accord du Gouvernement de la République gabonaise en 2005. C'est ainsi que le document de base du programme a été signé à New York le 6 septembre 2005 par le Ministre des Affaires Etrangères de l'époque, M. Jean PING et par des responsables du PNUD et du Comité Scientifique de l'UNESCO. Ce document d'orientation désigne trois provinces devant abriter le programme dans sa phase de démarrage, à savoir : l'Estuaire, le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime.

Après une phase préparatoire qui a permis des négociations avec d'autres partenaires nationaux et internationaux, le choix des arrangements de gestion du programme, le descriptif de l'appui au programme et la Lettre d'accord ont été signés le 16 juin 2006 par M. Casimir OYE MBA, Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et de la Programmation du Développement et Mme Bintou DJIBO, Représentant Résident du PNUD au cours d'un atelier de lancement national des activités du programme ART GOLD Gabon. Afin de faciliter le leadership du Gouvernement et de garantir l'appropriation des acquis par les bénéficiaires, la modalité retenue est la modalité d'exécution nationale.

2. Expansion géographique du programme

Le Programme ART GOLD Gabon qui a pour ambition de couvrir progressivement toute l'étendue du territoire, a démarré ses activités en juin 2006 dans les trois provinces suivantes : l'Estuaire, le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime. Au cours de l'exercice 2008, le Programme enregistre un résultat significatif en terme d'expansion géographique suite à la décision du Gouvernement gabonais d'étendre les activités sur deux autres provinces : le Moyen-Ogooué et le Woleu-Ntem. Selon la méthodologie en vigueur, deux zones d'intervention sont retenues pour chacune des provinces.

2.1. Rappel sur les trois premières provinces

La première phase de ce programme couvre une période de deux ans pendant lesquels les activités se déroulent uniquement dans les trois provinces suivantes : l'Estuaire, le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Maritime.

Ces provinces ont été choisies pour plusieurs raisons suite à une mission conjointe du PNUD et de l'UNESCO. Bien que considérées comme le tri pôle économique du Gabon, ces trois provinces concentrent l'essentiel de la population gabonaise, la pauvreté atteint des seuils élevés, le chômage y est galopant et les infrastructures sociales de base sont insuffisantes. Le choix de ces provinces est tributaire non seulement de leur forte concentration démographique, mais également des opportunités de mobilisation de ressources qu'elles offrent.

En effet, ce sont des provinces relativement plus faciles d'accès et plus perméables aux innovations. Elles représentent des pôles d'attraction et de convergence des actions de développement dans certains domaines d'intervention stratégiques de bon nombre de partenaires techniques et financiers du système des Nations Unies et d'autres bailleurs de fonds.

2.1.1. La province de l'Estuaire

La province de l'Estuaire, avec une superficie de 20.740 Km² pour une population de 662.028 habitants, constitue aujourd'hui la plus grande concentration démographique du Gabon avec plus de 75% de la population résidant en zones urbaines. Située au Nord Ouest du Gabon, elle a connu depuis le 19^{ème} siècle une activité commerciale intense caractérisée par l'exploitation des trois (3) Estuaires que sont :

- l'Estuaire du Komo et les localités situées le long dudit fleuve : Libreville, Owendo, Donguila et Kango.
- l'Estuaire de la Mondah (le Cap, Bambouchine, Ambowè et toute la zone d'Ikoy-Tsini) ;
- l'Estuaire du Mouni (Cocobeach et ses environs).

Le statut de Libreville comme capitale nationale du pays, l'exploitation forestière, l'activité de pêche et la navigabilité des principaux cours d'eaux de l'Estuaire ont favorisé l'implantation à Libreville et Owendo de plusieurs activités qui ont conféré à l'Estuaire la qualité de pôle rayonnant au plan économique, social et culturel.

Toutefois, l'inégale répartition des activités économiques sur l'ensemble de la province a favorisé un développement déséquilibré où les principales difficultés et contraintes économiques sont les suivantes :

- Concentration excessive des activités économiques à Libreville et Owendo ;
- Exode rural à l'intérieur de la province;
- Grande partie de l'outil économique entre les mains des expatriés ;
- Difficulté d'accès aux crédits pour les nationaux ;
- Difficulté d'accès aux marchés pour les PME Gabonaises ;
- Exploitation forestière non rentable à l'économie locale ;
- Voies de communication en mauvais état ;
- Insuffisance de motivation pour les métiers de la pêche.

Selon les résultats de l'étude cartographique de la province de l'Estuaire, le 6^{ème} arrondissement de Libreville et le département du Komo Mondah ont été retenus comme zones prioritaires pour l'implantation du programme.

2.1.2. La province du Haut-Ogooué

Le Haut-Ogooué a connu un développement fulgurant avec la mise en exploitation des gisements de manganèse et d'uranium qui a donné naissance à des villes industrielles telles que Moanda et Mounana. Cette province a subi au cours du temps une transformation sociale notable. La population, qui s'est regroupée autour de la capitale provinciale Franceville, a beaucoup augmenté. Les courants d'échanges se sont multipliés grâce aux voies de communication améliorées sur les principaux axes. Mais faute d'un entretien approprié, certaines ne sont pas praticables en toutes saisons.

On assiste à un brassage continu des ethnies, non seulement du Haut-Ogooué mais de tout le Gabon. Les coutumes ancestrales s'estompent au profit d'un mode de vie de type semi-urbain qui, moins attrayant sur le plan culturel et folklorique, est évidemment plus conforme aux exigences actuelles du développement national.

En dépit de ce tableau plutôt favorable, le Haut-Ogooué constitue parallèlement la province où certaines populations ont connu, du point de vue économique, des chocs considérables. Ces contre

coups intervenus au courant de la décennie 1990 concernent essentiellement les localités de Mounana, Bakoumba et Boumango. En effet, il a été enregistré dans ces zones la fermeture d'importantes entreprises ou l'arrêt des activités qui contribuaient à la fixation des populations sur le territoire. Il s'agit spécifiquement de :

- la fermeture de la Compagnie d'Uranium de Franceville (COMUF) qui avait son site de production et l'essentiel de son patrimoine à Mounana ;
- l'arrêt du téléphérique qui permettait l'acheminement du Manganèse vers le Congo Brazzaville. Les populations de Bakoumba ont été les plus affectées par cette cessation des activités ;
- la Société Industrielle d'Aliments de Boumango (SIAEB) qui a, avec sa fermeture, mis au chômage une partie importante des actifs de la localité et contraint au départ d'autres.

A l'issue de l'étude cartographique de la province, le département de Lekoko et le troisième arrondissement de Franceville ont été sélectionnés parmi les zones d'intervention du programme.

2.1.3. La province de l'Ogooué-Maritime

Situé dans un bassin sédimentaire, la province de l'Ogooué-Maritime regorge de potentialités en ressources naturelles diversifiées telles que le pétrole, le gaz naturel, les sels, sable et quartz, la latérite, l'eau, l'argile, la faune aquatique, la flore, la faune animalière. Les richesses de son sous-sol et de son sol ont contribué à l'amener au rang de premier contributeur, avec l'Estuaire, à la création de richesses nationales. Les activités du programme ont démarré dans le 4^{ème} arrondissement de Port-Gentil et dans le département d'Etimboué.

a. Le quatrième arrondissement de Port-Gentil

La ville de Port-Gentil présente des caractéristiques d'une ville industrielle, dont le mode de peuplement a été principalement guidé par les mobiles économiques, de ce fait, Port-Gentil est une ville très urbanisée et cosmopolite car plusieurs nationalités s'y côtoient avec les Gabonais d'origines tout aussi diverses. Sa situation géographique en fait une presque île reliée au continent par voie maritime, fluviale et aérienne. Avec plus de 130 000 habitants, la ville est subdivisée en quatre arrondissements.

La population du quatrième arrondissement est estimée à 27 292 âmes constituée de nationaux auxquels il faut ajouter des communautés étrangères constituées en majorité de Béninois, de Nigériens, de Maliens et Sénégalais. Les inondations, l'insuffisance des voies de communication, des structures sanitaires de proximité et d'établissements scolaires ainsi que l'existence des constructions et des branchements anarchiques constituent la trame des problèmes de développement vécus dans cette localité.

b. Le département d'Etimboué

Le département d'Etimboué compte une population estimée à environ 10 250 âmes. Il est divisé en trois cantons à savoir : le Canton Lagune NKOMI, le Canton Lagune IGUELA et le Canton OREMBO-NKOMI. C'est d'abord un département à vocation agricole, avec de grandes étendues de terres dans le district de Ndougou, à Atongowanga-Nombabero, à Ayilé ainsi que dans les plaines de Ralié etc. De même, avec ses nombreuses ressources halieutiques et naturelles on peut aisément y entreprendre des activités de pêche, forestières et minières.

Ensuite, avec ses nombreux sites naturels et la beauté des paysages, (nombreux plans d'eau) et, surtout son passé historique très riche et varié, font de ce département une destination sûre pour les amoureux de la nature sauvage et du farniente.

Pays des NKOMI et des NGOWE à l'origine, le mode de peuplement du département a été au départ favorisé par les échanges commerciaux entre les peuples de la côte et ceux de l'hinterland. Ensuite, il y a eu l'engagement aux grands travaux initiés par l'administration coloniale, notamment dans l'ouverture des voies de communication et dans la construction d'édifices coloniaux essentiels au fonctionnement de cette administration. Enfin, avec la récession économique des secteurs bois et pétrole, des compatriotes victimes des compressions économiques en ville se sont nouvellement installés dans le District de NDOUGOU (TSOGO et PUNU).

2.2. Présentation des provinces additives

2.2.1. La province du Moyen-Ogooué

Le Moyen-Ogooué s'étend sur une superficie totale de 18 535 km², soit 6,9% de la surface totale du Gabon. La province du Moyen-Ogooué est la plus petite par la superficie dans l'espace national. Elle est située au centre du pays et partage une frontière commune au nord avec le Woleu-Ntem, au nord-ouest avec l'Estuaire, au sud-ouest avec l'Ogooué-Maritime, au sud-est et à l'est avec respectivement les provinces de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo.

Au plan administratif, la province est divisée en deux départements et onze cantons.

Tableau n°1 : Découpage administratif du Moyen-Ogooué

Noms des départements	Communes et Chef-lieu	Noms des cantons
1. De l'Ogooué et des lacs	Lambaréné	Ogooué-Amont Ogooué-Aval Lacs du nord Lacs du sud Route de Fougamou Ogooué-Ngounié Ogooué-Mbiné
2. Abanga-Bigné	Ndjolé	Ebel-Abanga Ebel-Alembé Bifoun-Wéliga Samekita

Source : CGAT, RGPH03

Son chef-lieu de province est Lambaréné, pour une population estimée à 14.907 habitants en 1993, cette localité comptait, dix ans plus tard près de 25.000 habitants dont 10% d'expatriés de diverses nationalités. C'est une ville carrefour située au centre du pays ; elle est cosmopolite, car différentes ethnies du Gabon s'y côtoient. Elle est reliée à Libreville par une route carrossable en toutes saisons.

La province du Moyen-Ogooué comptait en 2003 une population estimée à 61 000 habitants. Selon les caractéristiques de la population héritées du RGPH 1993, 39% de cette population aurait moins de 15 ans. Avec une densité de 3,3 habitants/Km², la population de la province se concentre essentiellement dans la Commune de Lambaréné et dans quelques cantons. La population est très

inégalement répartie entre départements puisque le département de l'Ogooué-et-des-Lacs accueille plus des trois quarts de la population de la province. L'urbanisation reste modérée dans la province, puisque à peine 49% de sa population vit dans les villes.

La population de la province est composée de plusieurs groupes ethniques différents. Ce sont principalement les Fang, les Myènè, les Punu, les Akélé.

La province du Moyen-Ogooué regorge de multiples atouts sur le plan économique. Ces potentialités reposent essentiellement sur :

- la richesse de son plan d'eau en ressources halieutiques ;
- la richesse et la diversité de sa faune et flore, aussi bien terrestre qu'aquatique ;
- le fort potentiel de son sol et sous-sol en ressources naturelles ;
- les ressources humaines caractérisées par une population relativement jeune ;
- la forte diversité linguistique et culturelle ;
- la situation géographique propice pour le développement des affaires.

Les difficultés et contraintes peuvent se résumer à :

- la non effectivité de l'application de la loi sur la décentralisation ;
- l'exode rural ;
- l'enclavement de la région des lacs et de certaines zones rurales ;
- l'insuffisance des mécanismes de vulgarisation de l'information économique ;
- l'insuffisance des structures d'appuis technique et financier aux initiatives locales ;
- les difficultés d'accès aux crédits ;
- la non appropriation des politiques et programmes de développement local ;
- la relative faiblesse des ressources financières propres en milieu gabonais ;
- l'inexistence d'infrastructures portuaires ;
- l'absence de gare routière.

a. La Commune de Ndjolé

La Commune de Ndjolé est le chef-lieu du département de l'Abanga-Bigné. Sa population est passée de 3.688 habitants en 1993 à 5.018 habitants en 2003. La dynamique associative est très faible avec une seule association active identifiée, l'association des commerçantes.

Ses potentialités reposent sur la facilité d'accès, la pluralité ethnique, l'abondance de ressources halieutiques et la disponibilité des terres fertiles pour l'agriculture. Les activités dominantes sont : l'agriculture traditionnelle d'autoconsommation, le commerce, la pêche, les services de réparation automobile, l'exploitation forestière et la sous-traitance des coupes familiales.

Les contraintes de développement se manifestent notamment par la faiblesse des services sociaux en logements, éducation et santé, le sous équipement des collectivités locales, la faiblesse d'approvisionnement des marchés en produits locaux d'où le recours aux importations et la hausse des prix des denrées alimentaires.

b. La Commune de Lambaréné

La Commune de Lambaréné est la capitale provinciale du Moyen-Ogooué et le chef-lieu du département de l'Ogooué-et-des-Lacs. Sa population est passée de 14.907 habitants en 1993 à 24.883 habitants en 2003. Elle entretient des relations de coopération bilatérale avec la Chine par

l'intermédiaire du Centre des Pêches Artisanales. La coopération décentralisée y est également active avec KAYSERSBERG (ville d'origine du Dr SCHWEITZER), ARGELATO (ville industrielle italienne) et LE PERREUX JEUMONT.

Ses potentialités reposent sur l'existence de nombreux sites touristiques dont le Lac Zilé, l'Hôpital Schweitzer, les Bancs de sable sur l'Ogooué et les îlots disséminés le long de l'Ogooué, des ressources forestières, halieutiques et minières abondantes.

Parmi les problèmes de développement de la commune de Lambaréné, figurent principalement l'inorganisation des circuits touristiques, l'insuffisance des services sociaux en eau, électricité, voirie urbaine, l'enclavement de certains quartiers.

2.2.2. La province du Woleu-Ntem

La province du Woleu-Ntem couvre une superficie de 38 465 km², soit 14,4 % de la superficie nationale. Elle est bordée à l'ouest par la Guinée-Equatoriale, au nord par le Cameroun, à l'est par le Congo Brazzaville, au sud par les provinces de l'Ogooué-Ivindo, du Moyen-Ogooué et de l'Estuaire. Sur le plan administratif, la province est subdivisée en cinq départements et comprend les Districts de : Bikondom, Bolossoville, Meyo-kyé, Akam-essatouk et Sam. En outre, Oyem en est la capitale provinciale.

Le découpage administratif par départements, chefs-lieux et cantons est résumé sur le tableau ci-après.

Tableau n°2 : Découpage administratif de la province du Woleu-Ntem

Noms des départements	Chefs-lieux	Noms des cantons
1. Woleu	Oyem	Bissok Ellelem Kyè Nye Woleu
2. Ntem	Bitam	Ekorété Mvenze Ntem Sud
3. Haut-Ntem	Minvoul	Nord Sossolo-Ntem Sud
4. Okano	Mitzié	Doum Doumandzou Lalara Okala
5. Haut-Como	Medouneu	Komo-Abanga Mbey

Source : CGAT, RGPH03

Les dix huit cantons que compte la province abritent quatre cent quatre vingt quatre (484) villages.

Le Chef-lieu de province qui est Oyem comptait une population estimée à 35.000 habitants au RGPH de 2003. Il se caractérise par une bonne desserte tant par voie terrestre qu'aérienne. La Commune d'Oyem se situe à près de 600 km de Libreville, la capitale du pays.

En terme de population, le Woleu-Ntem comptait 157.000 habitants en 2003. Cet effectif aurait évolué pour se situer à 160 238 habitants en 2007. Les jeunes de moins de 15 ans représentent encore plus de 40% de la population. Bien que comptant parmi les provinces les moins urbanisées, le Woleu-Ntem s'arrime peu à peu à la tendance au dépeuplement des villages, puisque son urbanisation concerne déjà plus de la moitié de sa population. La communication dans la province est largement facilitée par une quasi-homogénéité ethnique où le groupe Fang représente la composante principale de la population.

L'étude cartographique de la province a permis de retenir la commune d'Oyem et le département du Ntem comme zones prioritaires pour le démarrage des activités du programme.

a. La Commune d'Oyem

La Commune d'Oyem est la capitale de la province du Woleu-Ntem et chef-lieu du département du Woleu. Sa population est passée de 22.039 habitants en 1993 à 35.241 habitants en 2003. La population ayant accès à l'eau potable (SEEG et hydraulique villageoise) est de 69,9%. Celle ayant accès à l'électricité (SEEG, non compris groupes électrogènes) est de 87,8%. La commune vit un dynamisme remarquable du mouvement associatif avec quarante quatre (44) associations identifiées par l'étude cartographique de la province. Des expériences de coopération décentralisée existent avec la ville de Clermont-Ferrand en matière de transport urbain et d'enlèvement des ordures ménagères.

La commune présente de nombreuses ressources et potentialités qui méritent d'être mieux exploitées. Les plus importantes sont les suivantes :

- Une bonne accessibilité, notamment par voie terrestre ;
- L'implantation de l'IGAD et du PSSA, organismes d'encadrement et de formation dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et de la pisciculture ;
- L'offre de services de santé appréciable avec la présence de l'Hôpital Régional de Santé d'Oyem ;
- La facilité de communication au niveau local à cause du partage de la langue fang par toute la population autochtone ;
- L'existence d'une expérience en matière de coopération décentralisée ;
- Une longue expérience de la population dans la pratique de l'activité agricole ;
- Le développement d'une offre de formation professionnelle de qualité, notamment avec l'initiative des religieux ;
- L'existence des terres fertiles disponibles pour la pratique de l'agriculture ;
- La proximité avec le Cameroun et la Guinée-Equatoriale ;
- L'implantation de l'Ecole Nationale de Développement Rural (ENDR) ;
- L'existence d'une médiathec (sorte de centre culturel).

Malgré ces potentialités, un certain nombre de problèmes de développement persistent, à savoir :

- L'absence d'internats fonctionnels qui rend précaires les conditions de travail des élèves venant des départements ;
- L'insuffisance du nombre d'entreprises formelles ;
- La mauvaise qualité du réseau routier sur les axes secondaires de la commune et sur les routes de connexion avec les cantons ;
- L'insuffisance qualitative et quantitative de l'offre de formation professionnelle ;
- La faible qualité des prestations de services au niveau général non encore satisfaisante (internet, fax, accueil, hôtellerie, lavage de voiture, restauration,...) ;

- Le faible pouvoir d'achat des populations ;
- La défaillance du système d'enlèvement des ordures ménagères ;
- L'existence de poches de pollution créées par les quelques rares entreprises installées ;
- L'accès limité au crédit.

b. Le département du Ntem

Le Département du Ntem, qui a pour chef-lieu Bitam, est situé à l'extrême nord du Gabon et partage les frontières avec la Guinée Equatoriale et le Cameroun. Sa population est passée de 26 134 habitants en 1993 à 44 222 habitants en 2003. La population ayant accès à l'eau potable (SEEG et hydraulique villageoise) est estimée à 43,9% et celle ayant accès à l'électricité (SEEG, non compris les groupes électrogènes) est de 36,1%.

Les principaux atouts du département sont :

- La disponibilité de terres fertiles propices à l'agriculture ;
- La situation stratégique du département à l'intersection du Cameroun, du Gabon et de la Guinée Equatoriale ;
- Le dynamisme de la commune de Bitam dans le domaine du commerce ;
- L'importance des investissements réalisés par les fils du terroir pour améliorer les conditions de vie des populations restées dans les villages et même dans les villes.

Parmi les problèmes de développement vécus dans le département du Ntem, figurent principalement :

- La faible superficie car c'est le plus petit département de la province ;
- L'éviction progressive de l'agriculture par l'hévéaculture ;
- Les faibles capacités des collectivités locales dans les domaines de la lutte contre l'insalubrité et du système de recouvrement des impôts locaux ;
- Le chômage et l'oisiveté observée au sein de la population ;
- La perméabilité des frontières ;
- L'insuffisance du nombre de gendarmes affectés pour assurer correctement la sécurité des biens et des personnes.

3. Résultats attendus en 2008

3.1. Résultats attendus au cours de la deuxième année d'exécution

La stratégie du programme ART GOLD Gabon repose sur une approche participative, intégrée et partenariale, dans une perspective de pérennisation des initiatives entreprises. Elle est basée sur la création des conditions organisationnelles et pratiques de réduction de la pauvreté par le développement du partenariat local à travers la coopération décentralisée, la promotion de la dynamique communautaire, l'intégration de la dimension Genre, le développement et la diffusion de l'innovation. Le processus participatif est également un des éléments clés suivants de cette stratégie.

Selon le descriptif de l'appui au programme ART GOLD Gabon, les principaux résultats attendus à l'issue de la deuxième année d'exécution (année 2008) sont structurés de la même manière que ceux de la première année. Ils se déclinent en six grandes rubriques qui sont² :

1. Un cadre opérationnel de planification, de suivi et de coordination du développement local est mis en place ;
2. Les capacités et les compétences des acteurs locaux en matière de planification et de gestion programmatique sont développées et renforcées ;
3. Les moyens et les capacités des infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé, routes, etc.) sont renforcées ;
4. Des microprojets intégrés de développement local (santé, éducation, agriculture, élevage, artisanat, culture, écotourisme, petit commerce, etc.) sont élaborés, approuvés et mis en œuvre ;
5. La dynamique communautaire est renforcée ;
6. Le partenariat local et international est développé.

Un extrait de ces résultats figure en annexe 1. Celui-ci contient les activités envisagées ainsi que les indicateurs de réalisation.

3.2. Plan d'activités du programme en 2008

La prise en compte des décalages enregistrés depuis 2007 a permis de réajuster les résultats attendus au cours de la deuxième année d'exécution du programme pour aboutir à un plan d'activités concret de l'année 2008. Les activités planifiées en 2008 sont contenues dans l'annexe 2 du présent rapport.

4. Bilan des activités réalisées en 2008

4.1. Mise en place d'un cadre opérationnel

La mise en place d'un cadre opérationnel de planification, de suivi et de coordination du développement local a connu des avancées remarquables au cours de l'exercice 2008. Les activités planifiées cette année consistaient essentiellement à la finalisation de ce qui a été enclenché l'exercice précédent et à la reproduction de la même expérience sur les deux provinces additives que sont le Moyen-Ogooué et le Woleu-Ntem.

Le recrutement du personnel complémentaire a été effectué partiellement. Sur neuf postes recensés pour les besoins de la DNP/UGP, seuls trois ont pu être pourvus. Mais un désistement et un non renouvellement de contrat viennent encore rabaisser ce résultat. Les difficultés rencontrées proviennent essentiellement de la faiblesse de la banque des VNU à Bonn et de l'insuffisance des compétences locales.

4.1.1. Au niveau de la DNP/UGP

Le personnel a été renforcé par le recrutement d'un financier mais le contrat de celui-ci n'a pas été renouvelé. Ce poste demeure encore vacant. Une session ordinaire du CNC tenue le 27 juin 2008

² Descriptif de l'appui au programme ART GOLD Gabon, juin 2006, pp. 21-23.

sous la présidence de M. Célestin BAYOGHA, Ministre délégué, Ministre de la Planification et de la Programmation du Développement, a permis de valider les rapports de l'exercice 2007, le plan d'activité et le rapport semestriel de 2008.

Dans le cadre du suivi évaluation, un manuel de procédures de gestion de projet a été réalisé et a servi à renforcer les capacités techniques des acteurs locaux et des promoteurs de projets. Ce dispositif devra être complété en 2009 par la conception et la mise en place d'un système de suivi évaluation des projets.

Par contre, le plan de mobilisation de ressources et la stratégie de communication n'ont pas été élaborés. Ces activités ont été reportées en 2009. Malgré l'absence d'une stratégie de communication, la couverture médiatique des activités du programme ART GOLD Gabon est satisfaisante car les médias et notamment le journal l'UNION y sont régulièrement associés. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, un plan stratégique sera réalisé au cours du premier trimestre 2009 dans le cadre de la coopération décentralisée après une visite préalable d'ART International à Libreville.

4.1.2. Au niveau de la province de l'Estuaire

Les principales activités menées par le GTP de l'Estuaire avec l'appui du VNU s'inscrivent dans le cadre de la poursuite et la consolidation du programme initiées en 2007. Elles portent notamment sur le renforcement des capacités et des compétences des cadres et autorités locaux et sur la formation des promoteurs sur le manuel de procédures de gestion de projets. L'atelier de planification locale du 6^e arrondissement de Libreville tenu du 9 au 13 Juin 2008 dans l'enceinte du Palais de Conférence à la Cité de la Démocratie et celui du département du Komo Mondah tenue du 14 au 25 juillet 2008 dans l'enceinte de la Maison de la Femme de Ntoum ont permis de produire les plans de développement de ces localités. Les autorités de la province ont également pris une part active à la session ordinaire du CNC du 27 juin 2008 au cours duquel cinq (5) chèques d'un montant de onze millions cent quarante sept mille huit cent soixante quatorze francs cfa (11 147 874 FCFA) leur ont été remis pour la réalisation de micro projets.

4.1.3. Au niveau de la province du Haut-Ogooué

Dans la province du Haut-Ogooué, les activités ont porté sur la consolidation du cadre de planification, de suivi et de coordination mis en place au second semestre de l'année 2007. Le Groupe de Travail Provincial (GTP) a multiplié des actions de sensibilisation et d'information à l'endroit de toutes les parties prenantes tant au niveau du 3^{ème} arrondissement de la commune de Franceville que dans le département de Lekoko. La collaboration avec les partenaires locaux a été approfondie et leur implication dans la conduite du processus méthodologique de planification locale a été plus que bénéfique.

C'est ainsi que la SODEPAL a mis à disposition un local dans la commune de Bakoumba pour abriter le siège du Groupe de Travail Local (GTL) de Lekoko. Ce cadre reste encore à compléter par le recrutement de la secrétaire comptable pour le GTP et la nomination officielle des membres des GTL.

Une délégation du Groupe de Travail Provincial du Haut-Ogooué a pris part à la session du CNC du 27 juin 2008 et a réceptionné trois chèques d'une valeur totale de dix millions deux cent dix mille huit cent soixante et un francs cfa (10 210 861 FCFA) pour les promoteurs de projets ART GOLD Gabon. Des ateliers de planification organisés à Bakoumba et à Franceville ont permis

d'élaborer les plans de développement du troisième arrondissement de Franceville et du département de Lekoko.

4.1.4. Au niveau de la province de l'Ogooué-Maritime

Dans l'Ogooué-Maritime, quatre membres ont été identifiés et nommés au compte du GTP par arrêté ministériel du Ministre d'Etat, Ministre de la Planification et de la Programmation du Développement. Ces personnes choisies comprennent trois membres et une coordinatrice provinciale, tous travaillant sous la supervision directe de la direction nationale du programme ART GOLD Gabon. Une secrétaire comptable a désisté après son recrutement pour des problèmes de couverture de l'assurance. Trois personnes ont été identifiées et travaillent actuellement sur le terrain pour le GTL d'Etimboué. Mais celui-ci n'est pas encore formel car le texte de nomination est toujours attendu.

Le GTP de l'Ogooué-Maritime était également représenté pendant la session du CNC de juin 2008 et a réceptionné huit chèques d'une valeur totale de vingt deux millions sept cent trente quatre mille sept cent vingt trois francs cfa (22 734 723 FCFA) destinés aux promoteurs de projets ART GOLD dans la province. Les plans de développement du quatrième arrondissement de Port-Gentil et du département d'Etimboué ont été élaborés par les acteurs locaux avec l'appui de la DNP/UGP, du GTP, du GTL et d'un consultant national.

4.1.5. Au niveau de la province du Moyen-Ogooué

Le lancement provincial des activités du programme a eu lieu au mois de juin 2008. Il a été suivi d'un atelier d'élaboration du document de marketing provincial et des critères de sélection des zones d'intervention dans le même mois, puis d'un atelier de présentation de la cartographie provinciale et de validation du document de marketing au mois de novembre. A l'issue de l'atelier de novembre 2008, les communes de Ndjolé et de Lambaréné ont été retenues comme zones prioritaires d'intervention du programme dans la province.

Un VNU-Coordonnateur de Zone a été recruté et installé officiellement à Lambaréné depuis le 24 octobre 2008 dans le local du Conseil Départemental de l'Ogooué-et-des-Lacs. Avant de rejoindre son poste d'affectation, il a été associé aux missions de suivi des microprojets dans la province de l'Ogooué-Maritime.

4.1.6. Au niveau de la province du Woleu-Ntem

Comme dans la province du Moyen-Ogooué, le lancement des activités du programme a été effectué au mois de juillet 2008 avec un atelier d'élaboration du document de marketing provincial et des critères de sélection des zones d'intervention. Un atelier de présentation de la cartographie provinciale et de validation du document de marketing, organisé à Oyem au mois de décembre, a permis de déterminer les zones prioritaires que sont la commune d'Oyem et le département du Ntem. Les membres du GTP ont été identifiés et leur nomination officielle est attendue en début d'année 2009.

4.2. Développement et renforcement des capacités des acteurs locaux

Le renforcement des capacités et des compétences des acteurs locaux en matière de planification et de gestion programmatique apparaît ici comme une ligne maîtresse qui participe pleinement à créer les conditions idéales du transfert des compétences. Ce transfert ne peut être effectif qu'avec la volonté réelle de toutes les parties prenantes de prendre en compte dans la stratégie d'intervention comme stipulé dans le Document du Programme, une implication et une responsabilisation véritable de l'ensemble des acteurs dans le processus de mise en œuvre. C'est en dotant à court terme les acteurs locaux des outils de la maîtrise d'ouvrage qu'ils pourront apprendre les techniques de gestion et de management des activités et être à moyen terme, dans les conditions réelles d'exécution en toute autonomie³.

L'obtention de ce résultat important est conditionnée par la formation des membres du CNC, de la DNP, des GTP, des GTL et des acteurs locaux en techniques de planification, de gestion, de suivi et d'évaluation de projets et programmes. Six (6) modules de formation ont été conçus conformément à la méthodologie ART GOLD, à savoir :

- Présentation générale d'ART GOLD ;
- Document de marketing ;
- Carte des risques et ressources ;
- Planification locale ;
- Formulation de projets ;
- Coopération décentralisée.

Dans les trois premières provinces (Estuaire, Haut-Ogooué et Ogooué-Maritime), les membres des GTP, des GTL et les acteurs locaux ont bénéficié du renforcement de capacités techniques pendant les ateliers et les séminaires organisés par la DNP/UGP. Le nombre de bénéficiaires est estimé à trois cent (300) acteurs locaux toutes catégories confondues.

Cette activité mérite d'être poursuivie et développée davantage au cours de l'exercice 2009. Elle doit être étendue aux membres du CNC.

4.3. Renforcement des infrastructures communautaires de base

Les activités prévues pour le renforcement des moyens et des capacités des infrastructures communautaires de base concernent l'appui technique ou en technologies nouvelles aux PME/PMI ou autres initiatives locales et le renforcement des capacités techniques et humaines d'au moins quinze (15) infrastructures sociales dans les zones d'intervention ciblées.

En terme de réalisation, six (6) projets d'infrastructures ont été retenus parmi les vingt (20) projets considérés comme prioritaires au cours des différents ateliers locaux.

Un consultant architecte a été recruté pour finaliser l'évaluation des travaux desdits projets à Franceville, Port Gentil et à Ntoum. Les Comités de sélection ont siégé. Mais l'on constate que certaines sociétés sélectionnées au départ pour la réhabilitation ne présentent pas toujours les capacités requises décrites dans leur dossier de soumission à l'appel d'offre. Ce qui est à l'origine du retard enregistré dans le démarrage effectif de ces projets d'infrastructures. Pour y remédier, il est envisagé de procéder à des vérifications systématiques sur le terrain pour les entreprises adjudicataires.

³ Rapport annuel du programme ART GOLD Gabon, décembre 2007.

4.4. Elaboration et mise en œuvre des microprojets intégrés

Une vingtaine de projets ont été élaborés et sélectionnés depuis 2007 et leur financement et mise en œuvre programmés pour le début de l'année 2008. Après la remise des premiers chèques aux promoteurs à la session du CNC du 27 juin 2008, seize (16) de ces projets sont actuellement en voie d'exécution. Le budget total de ces projets est de 332 286 393 FCFA, dont 293 956 393 de subvention ART GOLD Gabon (soit 88%) et 38 330 000 de contribution locale (soit 12%). Quarante (40) autres projets ont été retenus par les GTP de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime dont vingt quatre (24) projets d'activités génératrices de revenu actuellement en cours de préparation.

Mais des retards dans l'exécution sont apparus suite à de nombreuses difficultés rencontrées au niveau du suivi des promoteurs, des compensations entre la Poste et la BICIG et au niveau de la livraison des équipements. En conséquence, l'objectif de mettre en œuvre quarante (40) microprojets au cours de l'exercice 2008 n'a été atteint que pour seize (16) microprojets, soit un taux de réalisation de 40%⁴.

Comme prévu dans le plan d'activité de 2008, des missions de terrain ont été organisées pour aider les promoteurs dans la finalisation des microprojets de la première phase, et les projets de la 2^{ème} phase. Ces missions au nombre de cinq au total méritent encore d'être multipliées au cours de l'exercice 2009, compte tenu de leur caractère hautement positif en terme d'encadrement, d'appui technique et de réorientation vers des résultats encore plus probants.

Par contre, les activités relatives à la sélection des innovations dans les domaines cibles n'ont pas démarré. Elles sont toutes reportées en 2009. Il importe de souligner que les projets de la commune de Ntoun présentés par les associations de femmes et appuyés par le Centre d'introduction, d'adaptation et de multiplication du matériel végétal (CIAM) et la Direction provinciale de l'agriculture feront partie de la catégorie de projets novateurs.

4.5. Renforcement de la dynamique communautaire

L'analyse de situation établie en 2008 montrait que la situation diffère d'une province à une autre⁵. Dans l'Estuaire, il s'agit d'un projet de création d'une radio communautaire dans le département du Komo Mondah ; pour le Haut-Ogooué, il existe une radio communautaire à Okondja dans le département de Sebe-Brikolo qui nécessite un projet de réhabilitation en vue de la rendre plus opérationnelle. Quant à l'Ogooué-Maritime, elle dispose d'une radio communautaire opérationnelle installée à Omboué dans le département d'Etimboué dont les capacités techniques et matérielles demandent d'être renforcées.

Au niveau de l'Estuaire, le dossier de la radio communautaire de Ntoun est en cours d'étude. Le formulaire du projet a été élaboré et le budget arrêté à la somme de 74 452 195 F CFA. Une association des communicateurs pour le développement a été constituée et légalisée avec un récépissé. Deux missions de prospection ont été organisées avec des experts et des techniciens pour visiter le futur site de la radio communautaire (Maison de la femme de Ntoun) et établir un devis estimatif des travaux devant aboutir à l'acquisition d'un pylône et des émetteurs.

Dans le Haut-Ogooué, le Groupe de Travail Provincial a procédé à la validation d'un micro projet sur l'appui à la réalisation de la radio communautaire d'Okondja et une esquisse de plan d'affaires

⁴ Voir Annexe 3 : Tableau de réalisation des activités en 2008.

⁵ Rapport annuel du programme ART GOLD Gabon, décembre 2007, p. 11.

est en cours d'élaboration pour accompagner les bénéficiaires pendant 12 à 18 mois afin de les rendre opérationnels. Dans le cadre du renforcement des capacités locales en matière d'information et de communication, quinze (15) volontaires ont été formés en technique d'animation pour la radio communautaire d'Okondja. La mise en place de la radio communautaire d'Okondja est presque achevée et son inauguration est prévue au début de l'année 2009. Le programme a acheté les équipements radiophoniques et satellitaires, le mobilier, l'équipement informatique et assuré les travaux d'aménagement pour un total de 71 156 000 francs cfa.

Concernant le renforcement et le développement des capacités techniques et financières des OBC, le GTP du Haut-Ogooué a contribué à la mise en place de quinze (15) associations qui étaient dépourvues de textes réglementaires et n'avaient aucune existence juridique.

En ce qui a trait à l'Ogooué-Maritime, le constat est que les zones ciblées sont faiblement couvertes par la télévision et la radio. Des contacts en vue de la création /renforcement des radios rurales/communautaires ont été pris avec les partenaires locaux, notamment Radio Top BENDJE pour le 4ème arrondissement de Port-Gentil et la Radio Communautaire d'Etimboué (RACOM). Ces contacts ont abouti à la formulation de deux projets dont l'un en partenariat avec Top BENDJE et l'autre sur le renforcement des capacités de la RACOM. Ces projets sont en attente de financement.

Cinq (5) missions de suivi ont été organisées à destination de Libreville, Ntoum, Omboué et Port Gentil pour accompagner les OBC dans la production de leurs plans d'activités et pour le suivi des projets. Le renforcement et le développement des capacités techniques et financières des OBC doivent se poursuivre en 2009 car lors du démarrage des premiers projets, les promoteurs ont éprouvé des difficultés à produire leur plan d'activités.

Dans le cadre du développement des capacités d'accès au micro crédit, des négociations ont été amorcées avec trois institutions de micro finance mais celles-ci n'ont pas abouti à cause du niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués. De nouvelles négociations sont en cours avec une autre institution financière en vue d'apporter une solution à ce problème épineux. Mais force est de constater que peu d'institutions agréées par la COBAC sont capables de répondre aux attentes du Programme ART GOLD Gabon.

4.6. Développement du partenariat local et international

4.6.1. Le partenariat local et national

Comme pour l'exercice 2007, des efforts ont été déployés en vue de promouvoir le partenariat avec les autorités locales et administratives, les services techniques, les ONG et associations ainsi que les opérateurs du secteur privé au cours des rencontres d'information et de sensibilisation sur le programme, des séances de travail, des ateliers et séminaires.

Dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime, l'élaboration des cartes communautaires des risques et ressources avec les groupes homogènes et l'élaboration des plans de développement locaux avec les groupes thématiques ont favorisé le renforcement des partenariats avec tous les acteurs locaux. En effet, les groupes homogènes étaient composés de chefs de quartiers et notables, de femmes commerçantes, d'agriculteurs, de pêcheurs, de promoteurs et travailleurs sociaux, de retraités, etc. Tandis que les groupes thématiques étaient composés non seulement des techniciens des différents secteurs de développement économique et

social, mais aussi des représentants des autorités locales et administratives, de la société civile et du secteur privé.

Des efforts ont été particulièrement déployés au niveau de l'information et de la sensibilisation sur les activités du programme et des partenariats ont été tissés avec d'autres projets et programmes.

Dans la province du Haut-Ogooué, des relations ont été développées avec le Projet de Développement des Infrastructures Locales (PDIL) cofinancé par le Gouvernement et la Banque Mondiale, le Projet de renforcement des capacités institutionnelles des activités de pêche, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), et enfin le Projet de réinsertion sociale des jeunes, financé par l'Union Européenne. Des visites ont également été effectuées sur certaines réalisations de productions agro-sylvo-pastorales.

Dans l'Ogooué-Maritime, des réunions de sensibilisation et d'information ont été organisées au profit des différents partenaires représentés par les départements publics impliqués, les services sectoriels, les organisations à base communautaire, le secteur privé évoluant dans les deux zones d'intervention. Des contacts fructueux ont été pris avec l'équipe provinciale du PDIL et avec les partenaires au développement tels que la FAO, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD). Le GTP de l'Ogooué-Maritime et une équipe de consultants de la FAO ont échangé sur des questions relatives au Programme National de la Sécurité Alimentaire (PNSA) qui est le programme principal de mise en œuvre du plan d'action d'urgence souhaité par le gouvernement pour renforcer la sécurité alimentaire du pays. Ces questions portaient notamment sur les activités agricoles, la pêche, l'aquaculture, l'agroforesterie, etc.

4.6.2. Le partenariat international

Au niveau international, des missions ont été organisées en vue de renforcer ou d'établir des partenariats avec d'autres pays et avec les réseaux d'ART International.

La première mission a été effectuée à Cuba au mois de février 2008 dans le cadre du renforcement des capacités techniques de l'équipe du programme ART GOLD Gabon. Cette mission d'échanges avait pour objectif général de connaître l'expérience cubaine en matière de développement local. Elle a permis de découvrir et partager l'expertise des intervenants cubains concernant la mise en application du Programme de développement humain local (PDHL), l'ancêtre de ART International, et d'étudier des cas concrets dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement économique local, de l'assainissement et de la culture par des visites sur le terrain à la Havane, Santiago et à Guantanamo.

La deuxième mission effectuée à Tanger (Maroc) au mois de mai 2008 a permis d'assister à la deuxième convention internationale sur l'approche territoriale et le développement où tous les programmes ART GOLD de la planète étaient représentés ; cette convention fait suite à celle tenue à Marseille en mars 2007. Elle a donné l'occasion de faire le point sur les différentes avancées depuis 2007 et de faire progresser la vision d'une approche territoriale du développement par la gouvernance locale. En marge des travaux de la Convention, la délégation gabonaise a exposé des fiches de projets élaborées pour la circonstance. Les membres de la délégation ont aussi tenu des séances de travail avec MM. Giovanni Camilleri et Christophe Nuttal du Bureau PNUD de Genève, les équipes du Programme de développement humain local (PDHL) de Cuba et ART GOLD du Maroc.

La troisième mission effectuée de nouveau à Cuba en fin septembre 2008 a permis de prendre part au dixième anniversaire du PDHL de Cuba en présence de tous les projets ART GOLD du monde.

La quatrième mission effectuée à Saint Malo en fin octobre 2008 fait partie des activités d'un programme du FOGAR et d'ART International qui a pour but de promouvoir la coopération décentralisée.

La dernière mission est celle de Florence (Italie) qui a eu lieu entre le 28 et le 31 octobre 2008. Elle s'inscrivait dans le cadre du programme scientifique de l'Initiative ART. Son objectif stratégique était d'informer et de former les représentants des pays où opèrent les programmes ART GOLD sur les approches innovantes de l'intégration des médecines complémentaires et traditionnelles dans les systèmes de santé publics en vue de stimuler la confrontation entre les expériences en cours et les nouvelles demandes de transfert de méthodologie. Vingt et un (21) pays ont participé à cette rencontre organisée par la région Toscane, le PNUD et l'UNOPS. La communication du Gabon, qui portait sur le « Processus d'intégration des médecines traditionnelles et naturelles au Gabon », était axée sur la richesse de la biodiversité et les travaux de recherche réalisés par l'Institut de la Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle (IPHAMETRA) dans l'étude des plantes médicinales. A la fin du séminaire une Déclaration a été signée en vue de la création d'un réseau international des médecines complémentaires et traditionnelles. La région Toscane est intéressée à poursuivre des discussions avec le Gabon pour monter un projet concret sur l'intégration de la médecine traditionnelle dans le système public de santé (notamment la production de médicaments traditionnels).

Toujours dans le cadre du partenariat local et international, un site web a été réalisé par un consultant national et un membre de l'équipe a été formé sur sa mise à jour régulière. Il s'agit du premier site ART GOLD de la planète.

5. Contraintes et difficultés rencontrées

De façon générale, les difficultés rencontrées sont celles qui ont été signalées dans le rapport de 2007. Celles-ci sont liées au milieu, à l'appui institutionnel et aux cibles du programme.

5.1. Contraintes et difficultés liées au milieu

Les difficultés liées au milieu comprennent les problèmes d'accès aux sites de production/zones d'intervention. L'enclavement des zones d'intervention résulte de l'insuffisance de routes praticables en toutes saisons, l'existence de reliefs parfois accidentés caractérisés par la présence de montagnes, de lacs ou de lagunes.

Les difficultés d'accès dans certaines zones d'intervention proviennent de l'état du relief et de l'insuffisance des infrastructures de transport. Dans l'Ogooué-Maritime en particulier, le relief est tel que les zones d'intervention ne sont accessibles que par embarcation (pirogues, bateau ou par avion). Dans les cantons, les routes existent mais leur mauvais état constitue une contrainte majeure qui parfois ne facilite pas les contacts entre les communautés et les promoteurs de projets.

L'insuffisance des infrastructures de base est un facteur de blocage surtout pour le personnel affecté dans les départements. Des cas de refus et des cas d'abandon de poste ont été constatés à cause de la précarité des conditions de vie, le plus souvent l'absence de logement.

L'existence de structures et d'associations pour la plupart fragiles et récentes dans les zones d'intervention est également une source de difficultés dans l'exécution des projets. Ce phénomène est accentué par la lourdeur administrative observée dans la procédure de légalisation des associations au Ministère de l'intérieur.

Il faut ajouter la lourdeur administrative en ce qui concerne l'ouverture des comptes bancaires aussi bien au niveau de la Poste qu'au niveau des banques locales, les problèmes de compensations entre la Poste et les banques locales qui ont occasionné le décaissement tardif de la deuxième tranche de financement.

5.2. Contraintes et difficultés liées à l'appui institutionnel

Les difficultés liées à l'appui institutionnel proviennent du retard dans la mise en place du personnel du programme, des moyens techniques et financiers permettant d'accroître les capacités locales. En effet, le recrutement du personnel des Unités Provinciales n'est pas encore achevé et aucun groupe de travail local n'a été officialisé pendant l'exercice 2008 alors qu'ils sont déjà opérationnels. Il manque encore des assistants administratifs et financiers dans les Unités Provinciales. Dans l'Ogooué-Maritime, l'assistant administratif et financier recruté a décliné l'offre à cause de l'absence de prise en compte de ses enfants dans l'assurance médicale.

Comme autre difficulté rencontrée figure la lenteur dans l'approbation et le financement des projets ainsi que la livraison des équipements. Dans le domaine précis du micro crédit, les institutions de micro finance sont très peu nombreuses au Gabon et les taux pratiqués ne sont pas toujours favorables aux populations démunies. Il existe cependant quelques acteurs nouveaux qui s'intéressent à ce secteur et qui proposent des taux de remboursement nettement plus bas. A ce propos, des négociations sont en cours avec une autre institution financière.

Compte tenu du contexte de la micro finance au Gabon, le programme ART GOLD Gabon recherche des partenariats avec des acteurs qui offrent des produits répondant aux attentes et correspondant à leur niveau d'expérience.

5.3. Contraintes et difficultés liées aux cibles du programme

Les difficultés liées aux cibles du Programme sont dues à la faiblesse des capacités techniques, matérielles et financières des partenaires locaux. Ainsi, la faible capacité des ONG et associations communautaires en terme d'implantation sur le terrain, d'expertise et d'expérience est une contrainte majeure.

Les collectivités locales et les communautés à la base manquent généralement de capacités techniques, matérielles et financières pour faire face aux besoins de conception, d'élaboration, de conduite, de suivi et d'évaluation des projets communautaires de développement. Elles doivent donc apprendre à s'assumer, ce qui suppose un changement de mentalités et l'acquisition de nouvelles méthodes de travail. Le renouvellement des conseils locaux intervenu au mois de juin 2008 marque un tournant favorable pour initier les nouvelles équipes aux techniques de planification et de gestion des projets de développement communautaires.

C'est pourquoi le renforcement des capacités techniques, matérielles, financières et institutionnelles apparaît comme une condition nécessaire pour favoriser l'implication et la participation des acteurs locaux dans le processus de développement. Le programme ART GOLD Gabon devra en faire un domaine de concentration pendant plusieurs années d'exécution.

La plupart des infrastructures sociales sont dans un état de délabrement avancé si bien que leurs réhabilitations sont très coûteuses. Cependant, les actions complémentaires des opérateurs du secteur privé, des collectivités locales et du Gouvernement sont autant d'opportunités à exploiter.

Afin de garantir la pérennisation des acquis, le programme ART GOLD Gabon prévoit que chaque réhabilitation d'infrastructures s'accompagne d'une formation sur la vie associative ou sur l'esprit communautaire, et de la mise en place d'un comité de gestion.

6. Principaux enseignements tirés

La vie associative et l'esprit communautaire sont encore au stade embryonnaire dans l'ensemble des trois provinces. Le programme devrait accorder une importance capitale à la création et au renforcement des organisations à base communautaire.

Les GTP des différentes provinces doivent appuyer les associations locales dans la rédaction des statuts et règlements intérieurs, la constitution et le suivi des dossiers en vue de leur légalisation. Cet appui institutionnel sera complété par un appui technique afin de doter les promoteurs de toutes les capacités nécessaires pour la planification du développement local, la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des projets.

Les visites effectuées sur le terrain ont permis de découvrir l'état de vétusté avancé et généralisé des infrastructures sociales et économiques et l'ampleur des travaux de réhabilitation. Il faut donc nécessairement mobiliser des ressources additionnelles et établir un cadre de suivi pour que les populations et les collectivités locales prennent en charge l'entretien des infrastructures réhabilitées par le programme ART GOLD Gabon.

7. Conclusions et recommandations

Les résultats obtenus au cours de l'exercice 2008 sont appréciables. Toutefois, le renforcement des capacités techniques des acteurs locaux apparaît comme une condition indispensable pour une meilleure implication et une bonne efficacité des populations bénéficiaires dans la mise en œuvre des actions de développement de leurs localités respectives.

A ce titre, des outils tels que la MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative), la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ou le Plan d'Opération du Projet/Programme (POP) doivent être partagés afin de garantir un réel transfert des compétences⁶.

Aussi, en vue d'améliorer les performances de l'exercice 2009, il est recommandé de :

- Renforcer les capacités des membres du GTP et des GTL et autres acteurs de développement en matière de conception, élaboration, exécution, suivi et évaluation des projets ;
- Soutenir les associations locales de développement et assurer l'implication des populations selon une démarche participative communautaire ;
- Etendre les projets à caractère économique dans tous les territoires des zones ciblées ;
- Renforcer les capacités d'intervention de ART GOLD Gabon par le recrutement du staff complémentaire nécessaire pour la DNP, l'UGP, les GTP et GTL ;

⁶ Rapport annuel du programme ART GOLD Gabon, décembre 2007, p. 12.

- Faire aboutir rapidement le texte portant nomination des membres des GTL des trois premières provinces et ceux des GTP des deux provinces additives ;
- Respecter les délais dans le recrutement du personnel, le versement des tranches de financement, la livraison des équipements ;
- Mettre à la disposition des membres des GTP/GTL de l'Ogooué-Maritime une pirogue motorisée pour faciliter leurs déplacements à l'intérieur des zones d'intervention pendant le suivi des activités ;
- Etablir un partenariat avec une institution de micro finance.
- Préparer un plan de mobilisation des ressources notamment pour le financement des activités et des projets dans les deux nouvelles provinces.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des documents utilisés

1. Descriptif de l'appui au programme ART GOLD Gabon, juin 2006, 36 p.
2. Rapport annuel du programme ART GOLD Gabon, décembre 2007, 13 p.
3. Document de marketing provincial du Moyen-Ogooué, décembre 2008, 59 p.
4. Document de marketing provincial du Woleu-Ntem, décembre 2008, 72 p.
5. Cartographie provinciale du Moyen-Ogooué et du Woleu-Ntem, novembre 2008, 91 p.
6. Rapport annuel de l'Estuaire, décembre 2008, 9 p.
7. Rapport annuel axé sur les résultats du Haut-Ogooué, décembre 2008, 18 p.
8. Rapport annuel du Moyen-Ogooué, décembre 2008, 7 p.
9. Rapport annuel de l'Ogooué-Maritime, décembre 2008, 47 p.

Annexe 2 : Résultats attendus à la fin de la deuxième année d'exécution⁷

Résultats attendus	Activités	Indicateurs de réalisation
<p>I</p> <p>Un cadre de programmation, de suivi et de coordination du développement local opérationnel est mis en place.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion opérationnelle de l'Unité de Gestion du Programme, du CNC et des groupes de travail Provinciaux et Locaux - Revue à mi-parcours du programme et des plans de développement local des zones d'intervention - Suivi/Evaluation - démarrage et concertation pour le passage à l'échelle dans de nouvelles zones - Analyse des situations des autres provinces 	<p>La qualité de la planification, de la mise en œuvre et de la coordination du programme</p> <p>Le niveau de compréhension du développement local par les acteurs</p> <p>Données disponibles sur la situation socio-économique des nouvelles provinces identifiées</p> <p>Nombre de nouvelles zones d'intervention identifiées par Province</p> <p>Nombre de plan de développement révisé</p> <p>Qualité de la gouvernance locale (Suivi-Evaluation)</p> <p>Nombre de rapports de gestion administrative et financière locale</p>
<p>II</p> <p>Les capacités et les compétences des acteurs locaux en matière de planification et de gestion programmatique sont développées et renforcées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Recyclage/Formation des membres du CNC, des GT Provinciaux et Locaux - Recyclage/Formation des acteurs - Evaluation de l'utilisation du manuel de planification et de gestion du développement local 	<p>Le niveau d'implication des acteurs institutionnels et civils</p> <p>Nombre de personnes Hommes/femmes formées</p> <p>La qualité des formations dispensées</p> <p>Le taux de participation des acteurs par secteur</p> <p>Source de vérification : Manuel produit</p>
<p>III</p> <p>Les plans de développement local sont développés et mis en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter des consultants - Organiser des Ateliers de formulation et de validation des nouveaux plans de développement local - Mettre en œuvre les nouveaux plans de développement local - Assurer le suivi et l'évaluation 	<p>Rapports des ateliers de formulation des nouveaux plans de développement local</p> <p>Nombre de nouveaux plans de développement local élaborés et mis en œuvre</p> <p>Rapports de suivi et d'évaluation</p>

⁷ Extrait du Descriptif de l'appui au programme ART GOLD Gabon.

Résultats attendus	Activités	Indicateur de réalisation
<p>IV</p> <p>Les infrastructures communautaires de base retenues (écoles, centres de santé, routes d'intérêt local, etc.) sont réhabilitées et renforcées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier de nouvelles écoles, routes d'intérêt local et de nouveaux centres de santé, à réhabiliter /renforcer - Acquérir les intrants nécessaires à la réhabilitation et au renforcement des infrastructures communautaires retenues - Recruter le personnel nécessaire - Réhabiliter/renforcer au moins (5 services sociaux de base (Ecoles, Centres de Santé) identifiés dans chaque Province - Assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation 	<p>Nature et nombre d'infrastructures retenues</p> <p>Nature et nombre de nouvelles infrastructures réhabilitées /renforcées</p> <p>Niveau d'accessibilité des populations à ces infrastructures</p> <p>Qualité des services</p> <p>Taux de fréquentation des services</p> <p>Rapports de suivi et d'évaluation</p>
<p>V</p> <p>Des microprojets intégrés de développement local (santé, éducation, agriculture, élevage, artisanat, culture, écotourisme, petit commerce, etc.) sont élaborés, approuvés et mis en œuvre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser des Ateliers et des missions d'identification de nouveaux microprojets de développement local dans les domaines et les zones d'intervention retenues - Intégrer la dimension de (il manque quelque chose ici) - Organiser la sélection des microprojets à mettre en œuvre, tout en intégrant la lutte contre le VIH/SIDA - Programmer et mettre en œuvre les microprojets sélectionnés - Evaluer les premiers effets des microprojets déjà mis en œuvre - Assurer le suivi et l'évaluation des microprojets 	<p>Nombre de microprojets d'impact sélectionnés</p> <p>Nombre de nouveaux microprojets sélectionnés, intégrant la lutte contre le VIH/SIDA</p> <p>Nombre de secteurs pris en compte dans les actions intégrées</p> <p>L'impact sur l'accessibilité aux services sociaux de base</p> <p>Nombre de groupements féminins, d'initiatives de femmes soutenues</p> <p>Nombre de groupements et d'initiatives de jeunes soutenus</p> <p>Rapports de suivi et d'évaluation</p>
<p>VI</p> <p>Des pratiques et techniques d'innovation dans les domaines d'intervention retenus sont développés et vulgarisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier de nouvelles innovations prioritaires dans les divers domaines d'intervention retenus - Recruter l'expertise internationale et nationale nécessaire - Organiser et assurer la diffusion des différentes innovations en cours d'application - Evaluer les premiers effets des innovations en cours - Assurer le suivi et l'évaluation de la dissémination des différentes innovations 	<p>Rapports d'identification des nouvelles pratiques et techniques d'innovation</p> <p>Expertise mobilisée</p> <p>Nombre de nouveaux projets d'innovation élaborés et mis en œuvre</p> <p>Production additionnelle de biens et services liée à l'application des innovations</p>

Annexe 3 : Plan de travail 2008

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES
<p>1. Un cadre opérationnel de planification, de suivi et de coordination du développement local est mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de l'installation de l'Unité de Gestion du Programme (UGP) - Rencontre annuelle du Comité National de Coordination (CNC) - Mise en place des GTL et des deux nouveaux GTP du Moyen-Ogooué et du Woleu-Ntem - Elaboration des plans de développement locaux - Lancement de ART GOLD Gabon dans les provinces du Moyen-Ogooué et du Woleu-Ntem - Détermination des zones d'intervention prioritaires dans les deux nouvelles provinces - Elaboration des documents de marketing du Woleu-Ntem et du Moyen-Ogooué - Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation - Elaboration d'un plan de mobilisation de ressources - Elaboration d'une stratégie de communication
<p>2. Les capacités et les compétences des acteurs locaux en matière de la planification et de gestion programmatique sont renforcées et développées</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des membres des GTP et GTL et des acteurs locaux des trois premières provinces en planification, suivi et évaluation (Estuaire, Haut-Ogooué et Ogooué-Maritime) - Formation des membres du CNC en techniques de planification, de suivi et d'évaluation de projets/programmes
<p>3. Les moyens et les capacités des infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé, routes,...) sont renforcés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sélection, élaboration, mise en œuvre et financement des micros projets de renforcement des infrastructures de base

<p>4. Des micro projets intégrés de développement des capacités économiques et communautaires dans tous les secteurs sont élaborés, approuvés et mis en œuvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sélection, élaboration et mise en œuvre des microprojets intégrés (objectif: 40 micro projets) - Organisation des missions terrains pour l'élaboration des microprojets et le suivi - Elaboration des critères de sélection pour les projets innovateurs - Sélection des projets innovateurs - Appui aux PMI/PME en instaurant un réseau de micro crédit dans les provinces ciblées et appui technique aux technologies nouvelles des PME/PMI
<p>5. La dynamique communautaire est renforcée</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la création de radios rurales /communautaires - Renforcement des capacités locales en matière d'information et de communication - Renforcement et développement des capacités techniques et financières des OBC (organisations à base communautaire) des zones ciblées - Développement des capacités d'accès au micro crédit avec une institution financière
<p>6. Le partenariat local et international est développé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'une mission à Cuba - Organisation d'une mission à Tanger - Organisation d'une 2e mission à Cuba - Organisation d'une mission à St Malo et mission à Florence (non planifié) - Rencontres avec les responsables de ART GOLD Genève - Création d'un site web pour ART GOLD Gabon - Formation d'un membre de l'équipe pour la mise à jour du site

Annexe 4 : Tableau de réalisation des activités en 2008

RESULTATS ATTENDUS	ACTIVITES PREVUES	ETAT D'EXECUTION DES ACTIVITES	ECARTS DE REALISATION	OBSERVATIONS
1. Un cadre opérationnel de planification, de suivi et de coordination du développement local est mis en place et.	Finalisation de l'installation de l'Unité de Gestion du Programme (UGP), soient neuf (9) personnes à recruter.	Un responsable financier embauché pour la DNP/UGP, un VNU pour le Moyen-Ogooué, une secrétaire pour Port Gentil	Trois personnes sur neuf ont été recrutées, mais une seule est restée.	Insuffisance des compétences locales et faiblesse de la banque des VNU à Bonn.
	Rencontre annuelle du Comité National de Coordination (CNC)	Une session du CNC a eu lieu le 27 juin 2008.	Activité totalement réalisée	
	Mise en place des GTL et des deux nouveaux GTP du Moyen-Ogooué et du Woleu-Ntem	Les membres des GTL et GTP sont identifiés et les textes sont en cours de signature	Absence de textes officiels.	L'absence de textes officiels limitent l'efficacité des membres des GTL en place depuis 2007 et retardent l'opérationnalisation des deux nouveaux GTP.
	Elaboration des plans de développement locaux	Six (6) plans de développement local ont été élaborés pour les localités de l'Estuaire, du Haut-Ogooué et de L'Ogooué-Maritime.	La validation et l'adoption de ces plans sont attendues.	Les plans de rédaction de ces PDL diffèrent d'une province à l'autre. Leur harmonisation ne doit pas conditionner leur validation.
	Lancement d'ART GOLD Gabon dans les provinces du Moyen-Ogooué et du Woleu-Ntem	Le lancement du programme a eu lieu dans le Moyen-Ogooué le 20 juin et celui du Woleu-Ntem le 30 juin 2008.	Activité totalement réalisée	Accueil enthousiaste et implication totale des autorités et des autres acteurs locaux.
	Détermination des zones d'intervention prioritaires dans les deux nouvelles provinces	Les zones d'intervention prioritaires ont été déterminées. Il s'agit des communes de Ndjolé et de Lambaréné dans le Moyen-Ogooué, de la commune d'Oyem et du département du Ntem dans le Woleu-Ntem.	Activité totalement réalisée	
	Elaboration des documents de marketing du Woleu-Ntem et du Moyen-Ogooué	Les deux documents de marketing provincial ont été élaborés et validés.	Activité totalement réalisée	La publication de ces documents est programmée au premier trimestre 2009.
	Mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation	Un manuel de procédures de gestion de projet a été réalisé.	Activité à poursuivre.	La mise en place d'un cadre de suivi évaluation des projets est reportée en 2009.
	Elaboration d'un plan de mobilisation de ressources et d'une stratégie de communication	Activités non réalisées.	Activités reportées en 2009.	Les médias sont invités à toutes les activités pour assurer la couverture médiatique

2. Les capacités et les compétences des acteurs locaux en matière de planification et de gestion programmatique sont développées et renforcées.	Formation des membres des GTP et GTL et des acteurs locaux des trois premières provinces en planification, suivi et évaluation (Estuaire, Haut-Ogooué et Ogooué-Maritime)	300 acteurs locaux ont participé aux ateliers de formulation des plans de développement et sur la méthodologie ART GOLD.	Activité à poursuivre.	Un suivi constant des promoteurs de projets par les GTP et GTL est exigé.
	Formation des membres du CNC en techniques de planification, de suivi et d'évaluation de projets/programmes	Activité non réalisée	Activité reportée en 2009.	

3. Les moyens et les capacités des infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé, routes, etc.) sont renforcées.	Sélection, élaboration, mise en œuvre et financement des micros projets de renforcement des infrastructures de base	Six (6) projets d'infrastructures ont été sélectionnés et élaborés.	Activité à poursuivre.	Les sociétés sélectionnées ne sont pas toujours professionnelles.
4. Des micro projets intégrés de développement des capacités économiques et communautaires dans tous les secteurs sont élaborés, approuvés et mis en œuvre	Sélection, élaboration et mise en œuvre des microprojets intégrés (objectif: 40 micro projets)	Seize (16) projets sont en voie d'exécution, et vingt quatre (24) projets d'activités génératrices de revenus sont en cours de préparation.	Activité à poursuivre	Des difficultés sont apparues sur le suivi des promoteurs, les compensations entre la Poste et la BICIG et la livraison des équipements.
	Organisation des missions de terrain pour l'élaboration et le suivi des microprojets	Cinq missions de terrain ont été organisées pour aider les promoteurs à finir leurs micros projets, et deux missions pour la finalisation des projets de la 2 ^{ème} phase.	Activité à poursuivre	
	Elaboration des critères de sélection pour les projets innovateurs	Activité non réalisée	Activité reportée en 2009.	
	Sélection des projets innovateurs	Activité non réalisée	Activité reportée en 2009.	Le projet de Ntoun présenté par les femmes démunies et appuyé par le CIAM fera partie de cette catégorie.
	Appui aux PMI/PME en instaurant un réseau de micro crédit dans les provinces ciblées et appui technique aux technologies nouvelles des PME/PMI	Vingt quatre (24) projets générateurs de revenus sont en cours de préparation	Activité à poursuivre	Un programme sera développé spécifiquement pour les PME /PMI sous forme de prêts
5. La dynamique communautaire est renforcée	Appui à la création de radios rurales /communautaires	La mise en place de la radio communautaire d'Okondja a été effectuée, le dossier de la radio communautaire de Ntoun est en cours d'étude et le projet de réhabilitation de la radio communautaire d'Etimboué est en attente de financement.	Activité à poursuivre	Le lancement effectif de la radio communautaire d'Okondja aura lieu en janvier 2009.

	Renforcement des capacités locales en matière d'information et de communication	Quinze (15) volontaires ont été formés en technique d'animation pour la radio communautaire de Okondja.	Activité à poursuivre	
	Renforcement et développement des capacités techniques et financières des OBC des zones ciblées	Quatre (4) missions de suivi ont été organisées pour accompagner les OBC dans la production de leurs plans d'activités (Omboué, Port Gentil, Libreville, Ntoum).	Activité à poursuivre	Lors du démarrage des projets, les promoteurs ont éprouvé des difficultés à produire leur plan d'activités.
	Développement des capacités d'accès au micro crédit avec une institution financière	Des négociations avec trois institutions de micro finance n'ont pas abouti à cause du niveau élevé des taux d'intérêt pratiqués. De nouvelles négociations sont en cours avec une autre institution financière.	Activité à poursuivre	Il y a peu d'institutions agréées par la COBAC et capables de répondre aux attentes du Programme ART GOLD Gabon.
6. Le partenariat local et international est développé	Organisation d'une mission à Cuba	La mission a été effectuée du 8 au 15 février 2008.	Activité totalement réalisée	Le PDHL de Cuba est l'ancêtre d'Art International ; son 10 ^{ème} anniversaire aura lieu fin septembre 2008.
	Organisation d'une mission à Tanger (Maroc)	la mission a été organisée à Tanger du 12 au 14 mai 08.	Activité totalement réalisée	Cette mission a permis d'assister à la 2 ^{ème} convention internationale sur l'approche territoriale et le développement où tous les programmes ART GOLD de la planète étaient représentés.
	Organisation d'une 2 ^{ème} mission à Cuba	La mission a été effectuée du 29 septembre au 1 ^{er} octobre 2008.	Activité totalement réalisée	Cette mission a permis de prendre part au 10 ^{ème} anniversaire du PDHL de Cuba en présence de tous les projets ART GOLD.
	Organisation d'une mission à St Malo et mission à Florence (non planifié)	La mission a été effectuée du 28 octobre au 1 ^{er} novembre 2008.	Activité totalement réalisée	Cette activité fait partie du programme du FOGAR et d'Art International et a pour but de promouvoir la coopération décentralisée.
	Rencontres avec les responsables d'ART GOLD Genève	Activité non réalisée	Activité reportée en 2009.	
	Création d'un site web pour ART GOLD Gabon	Le Site web a été réalisé par un consultant national		Le site web ART GOLD Gabon est le premier site ART GOLD de la planète.
	Formation d'un membre de l'équipe pour la mise à jour du site	La chargée de la communication a été formée par le consultant national.	Activité totalement réalisée	

Annexe 5 : Ventilation des dépenses par résultat au 02/12/08 (en dollars)

RESULTATS ET PRODUITS	BUDGET	DEPENSES	SOLDE
I. Un cadre opérationnel de planification, de suivi et de coordination de développement local est mise en place	393 960,12	375 632,80	18 327,32
II. Les capacités et les compétences des acteurs locaux en matière de planification et de gestion programmatique sont développées et renforcées	524 738	538 421	-13 683,10
III. Les infrastructures communautaires de base (écoles, centres de santé, routes,...) sont renforcées	226 642,80	179 598,72	47 044,08
IV. Des micros projets intégrés de développement local dans les domaines prioritaires identifiés sont élaborés	936 101	990 503,99	-54 402,99
V. La dynamique communautaire est renforcée	153 751	105 471	48 280
VI. Le partenariat local et international est développé	218 806	191 790	27 016
TOTAL	2 454 000	2 381 417	72 582
Fonds PNUD	454 000	454 000	0
Fonds Gabon	2 000 000	1 927 418	72 582

Annexe 6 : Suivi du financement des microprojets en cours d'exécution

N°	Titre projet	Localité	Montant du financement en FCFA			Etat des décaissements en FCFA			
			ART GOLD (1)	Apport des Bénéficiaires (2)	Financement total (1)+ (2)	Achat des équipements par ART GOLD/PNUD	Premier versement	Deuxième versement	Reste à verser
1	Appui à l'insertion sociale et économique des jeunes filles mères de Bakoumba	Lekoko Bakoumba	24 429 505	2 000 000	26 429 505	2 911 525	3 664 425	6 860 782	10 992 773
2	Appui à l'insertion sociale et économique des jeunes filles mères de Kessala	Franceville 3 ^{ème} arrondissement	21 776 526	3 300 000	25 076 526	1 448 950	3 266 479	7 261 491	9 799 606
3	Appui à l'insertion sociale et économique des jeunes du 3 ^{ème} arrondissement (CARITAS)	Franceville 3 ^{ème} arrondissement	21 866 382	2 600 000	24 466 382	2 565 778	3 279 957	6 179 634	9 841 013
4	Appui au centre des orphelins de Ntchengué (CEMI)	Port Gentil 4 ^{ème} arrondissement	18 745 841	3 450 000	22 195 841	8 457 162	2 811 876	1 144 174	6 332 629
5	Appui à l'insertion socioéconomique des personnes handicapées d'Etimboué	Etimboué Omboué	25 735 345	1 670 000	27 405 345	17 119 646	3 860 302	0	4 755 397
6	Appui à la promotion et à la réinsertion socio économique des sourds muets du Gabon (ENEDA)	Libreville	9 098 948	0	9 098 948	5 460 048	1 364 842	0	2 274 058
7	Appui à la réinsertion socio économique des filles mères et des femmes démunies de Ntoum (AFDN)	Ntoum	21 137 368	2 550 000	23 687 368	0	3 170 605	8 453 362	9 513 401
8	Appui à la promotion socioéconomique des femmes de l'AFC	Libreville 6 ^{ème} arrondissement	9 748 817	3 500 000	13 248 817	2 086 950	1 462 323	1 812 256	4 387 288
9	Appui au renforcement des capacités de l'association MOUKITA en gestion des AGR	Port Gentil 4 ^{ème} arrondissement	8 933 430	1 750 000	10 683 430	0	1 340 015	-	7 593 415

N°	Titre projet	Localité	Montant du financement en FCFA			Etat des décaissements en FCFA			
			ART GOLD (1)	Apport des Bénéficiaires (2)	Total (1)+ (2)	Achat des équipements par ART GOLD/PNUD	Premier versement	Deuxième versement	Reste à verser
10	Appui aux femmes démunies chefs de ménages pour le renforcement de leur activité maraîchère (AFHIM)	Port Gentil 4 ème arrondissement	14 177 048	2 000 000	16 177 048	0	2 126 557	5 669 756	6 380 735
11	Appui au renforcement des capacités techniques des agriculteurs de l'Association IBENGUNU	Etimboué Omboué	6 959 985	1 660 000	8 619 985	0	1 043 998	-	5 915 987
12	Appui au renforcement des capacités techniques des pêcheurs (CCPE)	Etimboué Omboué	26 352 609	950 000	27 302 609	16 007 770	3 952 891	0	6 391 948
13	Appui à l'entretien des fossés et caniveaux du quartier Matanda de Port gentil (APAC)	Port Gentil Quartier Matanda	25 699 616	3 150 000	28 849 616	0	3 854 942	-	21 844 674
14	Appui au centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC)	Ntoun	12 136 325	8 280 000	20 416 325	4 980 309	1 820 449	0	5 335 567
15	Appui à la lutte contre le paludisme par l'association EMENO à Omboué	Etimboué Omboué	24 960 945	670 000	25 630 945	15 380 842	3 744 142	0	5 835 961
16	Appui à l'acquisition d'équipements pour la maternité et le dispensaire de Ntoun.	Ntoun	23 076 863	800 000	23 876 863	20 353 639	3 329 655	0	- 606 431
TOTAL			294 835 553	38 330 000	333 165 553	96 772 619	44 093 458	37 381 455	116 588 021

Annexe 7 : Personnel du programme ART GOLD Gabon en 2008

Ministère de la planification et de la programmation du développement

Richard Auguste ONOVIET **Ministre de la Planification, Président du CNC**

Jean François EWORE Conseiller du Ministre, membre de la cellule de suivi
Pascal MASSANDE Chef de Cabinet du Ministre, membre de la cellule de suivi

Programme des Nations Unies pour le Développement

Fatoumata Bintou DJIBO **Représentant Résident du PNUD**
Alexandre OBAME MEZUI Conseiller au Programme PNUD

Direction Nationale du Programme/Unité de Gestion du Programme

Laurent MEZUI M'ASSOUMOU Directeur national du programme
Sylvain MEYE M'EYA Chargé du suivi évaluation
Isabelle OBIANG BEKALE Chargé de projets
Elodie ADA MENGUET Assistante au programme
Sylvie LABELLE Conseiller Technique Principal
Tchagnaou ESSOTINA VNU Planificateur
Vincent NKOMO ESSA Chargé des finances (fin de contrat)
José Luiz NDONG Chauffeur

Province de l'Estuaire

François BIYOGHO Secrétaire général de province, Président du GTP
Pierre Célestin NDONG ONDO Coordonnateur du GTP
Touré BIRMAHAMANE VNU Coordonnateur de zone pour l'Estuaire
Cécile Aché BEKALE Membre du GTP
Dr Marie Thérèse VANE Membre du GTP
Marie Solange MASSOUNGA Membre du GTP
Oswald BIBALOU Chauffeur

Province du Haut-Ogooué

Barnabé MBANGALIVOUA
Véronique LEBISSA
Compaoré DELEWINDE
Rodrigue MATOKOU
Paul MOKIAMA
Aimée WAYI
Jean Pierre OBISSA

Secrétaire général de province, Président du GTP
Coordonnateur du GTP
VNU Coordonnateur de zone pour le Haut-Ogooué
Membre du GTP
Membre du GTP
Membre du GTP
Chauffeur

Province du Moyen-Ogooué⁸

Idrissa SAMA

VNU Coordonnateur de zone pour le Moyen-Ogooué

⁸ Le processus de mise en place du GTP du Moyen-Ogooué est en cours. Un VNU a été recruté au troisième trimestre 2008.

Province de l'Ogooué-Maritime

Charles NDONG ONDO	Secrétaire général de province, Président du GTP
Marie Augustine AMBOUROUE	Coordonnateur du GTP
Oumar Faroughou DIALLO	VNU Coordonnateur de zone pour l'Ogooué-Maritime
Ignace MOUKOUMBI	Membre du GTP
Rick RIKOULA AKELAGUELO	Membre du GTP
Amar PARAISSO	Membre du GTP
Auguste TADY	Chauffeur

Département d'Étimboué

Jean Rémy NKOMBE	Point focal de l'Ogooué-Maritime, Coordonnateur du GTL
Modeste ENGONE ONDO	Membre du GTL
Marie Madeleine MBOUROU	Membre du GTL

Province du Woleu-Ntem⁹

⁹ Comme pour le Moyen-Ogooué, la mise en place du GTP du Woleu-Ntem est en cours. La faiblesse de la banque de données de Bonn est à l'origine du retard dans le recrutement du VNU Coordonnateur de zone pour le Woleu-Ntem.